

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
C.C.P.**

MARCHÉ N°2025-028

Objet : IMPRESSION DES LIVRES ÉDITÉS PAR L'UNIVERSITÉ JEAN MONNET

Dans l'ensemble des communications entre titulaire et acheteur et dans les pièces contractuelles et du marché, les durées exprimées en heures ou en jours, faute de précision contraire, sont à comptabiliser en heures réelles ou en jours calendaires.

SERVICE ACHAT ET MARCHES PUBLICS

Affaire suivie par :

Mme Valérie MIRALLES ☎ 04 77 42 18 22

Mme Aurane MAURICE-CLÉMENT

SOMMAIRE

1	ENGAGEMENT DU TITULAIRE	5
2	OBJET, FORME DU MARCHE, DISPOSITIONS GENERALES, SPECIFICATIONS TECHNIQUES	5
	2.1 Objet du marché	5
	2.2 Montant.....	5
	2.3 Allotissement	5
	2.4 Options au sens du droit de l'Union Européenne	5
	2.4.1 Reconductions	5
	2.4.2 Marché de prestations similaires.....	5
	2.4.3 Prestation supplémentaire éventuelle (PSE).....	5
	2.4.4 Tranches optionnelles	5
	2.5 Type de marché	5
	2.6 Durée du marché	5
	2.7 Dispositions Générales	6
	2.7.1 Personne publique.....	6
	2.7.2 Documents contractuels.....	6
	2.7.3 Sous-traitance	6
	2.8 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	7
	2.9 Forme des notifications et communications.....	7
	2.10.1 Modifications tenant au prix.....	7
	2.10.2 Modifications tenant au titulaire du marché.....	7
	2.10.3 Extension de périmètre	8
	2.10.4 Modifications en cas de circonstances imprévisibles	8
	2.11 Spécifications techniques	8
3	MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION de l'accord-cadre	10
	3.1 Passation et exécution des commandes.....	10
	3.2 Emballage	12
	3.3 Livraison	12
4	OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	13
5	TRANSFERT DE PROPRIETE	13
6	GARANTIE	13
	6.1 Garantie	13
	6.2 Garantie contre les vices cachés	14
	6.3 Garantie par rapport aux tiers	14
7	RGPD.....	14
	7.1 Conformité au Règlement Général sur la Protection des Données.....	14
	7.2 Délégué à la Protection des Données (DPD) / Data Privacy Officer (DPO).....	14
	7.3 Mesures de sécurité.....	14
	7.4 Description des traitements de données à caractère personnel pilotés par le prestataire en son nom ou en sous-traitance	14
	7.5 Registre des catégories d'activité de traitement.....	15
	7.6 Sort des données.....	15
	7.7 Documentation.....	15
8	ASSURANCES.....	15
9	PENALITES	15
	9.1 Pénalité pour dépassement du délai contractuel d'exécution	15
	9.2 Pénalité pour exécution par défaut.....	15
	9.3 Pénalité pour non production de devis, non réponse à une demande, réponse inappropriée	15
	9.4 Pénalité pour travail dissimulé	16
	9.5 Pénalité pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialités.....	16
10	RELATIONS AVEC L'UNIVERSITE	16
11	OBLIGATION DE DISCRETION - SECRET PROFESSIONNEL.....	16
12	PRIX ET REVISION DES PRIX	16
	12.1 Prix	16

	12.3	Variation des prix.....	17
	12.5	Clause de sauvegarde	17
13		AVANCE FORFAITAIRE	17
14		RETENUE DE GARANTIE	18
15		PAIEMENT - ÉTABLISSEMENT DES FACTURES	18
	15.1	Présentation des factures.....	18
	15.2	Paie ment.....	19
	15.3	Délai de paie ment	19
	15.4	Cession ou nantissement de créance	19
16		UNITE MONETAIRE	19
17		RESILIATION	19
18		DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS DE MARCHE	20
19		DEROGATIONS.....	21

**MARCHE PASSE EN APPEL D'OFFRES OUVERT EN APPLICATION DES ARTICLES L2120-1 A L2125-1
ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

**L'UNIVERSITE JEAN MONNET
10 rue Tréfilerie
CS 82301
42023 Saint-Etienne cedex 02**

représentée par Monsieur Le Président de l'Université Jean Monnet,
ci-après, désigné « l'Université Jean Monnet », ou « le pouvoir adjudicateur »
d'une part,
et,

La Société,

ci-après, désignée « le titulaire »,
d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

1 ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage envers l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne à exécuter les prestations ci-après décrites aux conditions stipulées par le présent marché. Il s'engage à respecter les clauses de la Charte des achats de l'Université (consultable sur www.univ-st-etienne.fr).

2 OBJET, FORME DU MARCHE, DISPOSITIONS GENERALES, SPECIFICATIONS TECHNIQUES

2.1 Objet du marché

Le présent cahier des clauses administratives particulières a pour objet de définir les conditions d'exécution de :

la prestation d'impression numérique et offset des livres édités par les Presses Universitaires de Saint-Etienne.

Le service des Presses Universitaires de Saint-Etienne (PUSE) est rattaché à la Direction de la Recherche et des Etudes Doctorales de l'Université Jean Monnet.

Investi d'une mission universitaire de partage du savoir et de promotion de la recherche, il édite des publications scientifiques ou destinés à un public plus vaste de l'ensemble des composantes de l'Université Jean Monnet. Riche d'une douzaine de collections, il développe également des contenus numériques.

2.2 Montant

L'accord-cadre est conclu sans minimum avec un maximum à 160 000 €, sur toute sa durée reconductions comprises. Les commandes annuelles estimées sont de l'ordre de 30 000 € HT.

2.3 Allotissement

Lot unique.

2.4 Options au sens du droit de l'Union Européenne

Le marché comporte les options suivantes :

2.4.1 Reconductions

Nombre de reconductions annuelles : 3.

2.4.2 Marché de prestations similaires

En cas de nécessité et si les conditions posées à l'article R2122-7 du Code de la commande publique sont réunies, la personne publique pourra recourir à la réalisation de prestations similaires de travaux ou de services.

2.4.3 Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)

Le marché ne présente pas de PSE.

2.4.4 Tranches optionnelles

Le marché n'est pas fractionné en tranche.

2.5 Type de marché

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations feront l'objet de bons de commande notifiés par les Presses Universitaires de Saint-Etienne (PUSE) au fur et à mesure des besoins.

2.6 Durée du marché

L'accord cadre est passé à compter du 1^{er} février 2026 (ou en cas de notification à une date postérieure, à compter de sa notification) jusqu'au 31 décembre 2026.

Il sera reconduit tacitement par période annuelle, dans la limite de 3 reconductions, sauf dénonciation par l'Université, formalisée par courrier recommandé, adressée au titulaire trois mois avant l'échéance de chaque période annuelle.

Le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction.

Dans tous les cas, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché.

2.7 Dispositions Générales

2.7.1 Personne publique

Au sens du cahier des clauses administratives générales, sont désignés :

- Personne publique contractante :

L'Université Jean Monnet

(établissement public expérimental représenté par son Président)

- Représentant du pouvoir adjudicateur, en vertu du décret n°2024-1155 du 4 décembre 2024 portant création de l'Université Jean Monnet et approbation de ses statuts :

Le Président de l'Université Jean Monnet

- Personne habilitée à recevoir les documents devant être adressés au pouvoir adjudicateur :

La Personne Responsable du Service Achat & Marchés Publics

- Comptable assignataire des paiements :

L'Agent Comptable de l'Université Jean Monnet

2.7.2 Documents contractuels

L'article 4.1 du CCAG/FCS n'est pas applicable. Le présent contrat est régi par les documents ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires prévalent dans l'ordre suivant :

- l'Acte d'Engagement, et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par Mise au point ou par Avenant
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP), et ses éventuelles annexes
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Service (CCAG/FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- les recommandations relatives à l'objet du marché du Groupement Permanent d'Etudes sur les Marchés disponibles à l'adresse suivante :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/guides-et-recommandations-des-gem-et-autres-publications>
- le Mémoire Financier (Bordereau de prix)
- le Mémoire Justificatif de l'Offre (MJO)
- l'offre technique détaillée complémentaire éventuelle

L'exemplaire original conservé dans les archives de l'Université Jean Monnet fait seul foi.

Toute clause portée dans les documentations du titulaire contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

2.7.3 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le recours à la sous-traitance sans acceptation préalable et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures de résiliation pour faute. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance. En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

2.8 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des conventions de l'Organisation Internationale du Travail indiquées article 6.1 du CCAG/FCS. Il doit être en mesure de le justifier sur demande en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie de la prestation.

2.9 Forme des notifications et communications

En application de l'article 3.1 du CCAG FCS, la notification des décisions, observations ou information qui font courir un délai seront envoyées par la plateforme PLACE, à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Le titulaire devra veiller à ce que l'adresse mail utilisée pour s'inscrire sur la plateforme pour remettre son offre, soit accessible et consultée régulièrement. Le titulaire ne pourra s'en prévaloir pour justifier un retard d'exécution.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme, les échanges via un support électronique sont tolérés.

Il est déterminé qu'un accusé de réception (AR) doit être fourni pour chaque communication dématérialisée. Le pouvoir adjudicateur ne peut être tenu pour responsable d'un changement d'interlocuteur non signalé par le titulaire. Celle-ci peut avoir lieu par l'intermédiaire de la plateforme de référence de l'université Jean Monnet ou par biais de mail.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

2.10 Clauses de réexamen

En application des articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, et en complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions, le présent marché pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances prévues aux articles ci-dessous.

Les modifications listées feront l'objet d'un écrit qui, en fonction de la modification envisagée, prendra la forme appropriée : avenant, décision de poursuivre, ordre de service, marché complémentaire, etc.

2.10.1 Modifications tenant au prix

Les prix de l'accord-cadre pourront être modifiés selon les cas et dans les modalités énoncées ci-après.

En raison de la disparition d'un indice inclus dans la clause initiale, la clause de variation des prix pourra être modifiée, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur dans l'économie du marché.

Le prix pourra être révisé en dehors des circonstances prévues par la clause de révision, selon les mêmes modalités de calcul, dès lors que de nouvelles obligations induites par un changement de norme nationale ou européenne, qui étaient difficilement prévisibles au moment de la réponse à la consultation, et extérieures aux parties et viennent peser sur le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

La rémunération pourra être révisée dans les mêmes conditions, dès lors que le contexte économique, résultant notamment d'une pandémie ou d'une guerre, engendre des surcoûts pour le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. A ce titre, sous couvert de justificatifs économiques et comptables, la révision pourra aller au-delà du plafond de 7% prévu à la clause de sauvegarde.

2.10.2 Modifications tenant au titulaire du marché

Le présent marché pourra être modifié, après transmission des justificatifs par le titulaire et après silence gardé par l'université Jean Monnet au-delà de 5 jours ouvrés à compter de cette réception, sans qu'il soit besoin de l'acter par avenant dans les circonstances suivantes :

- changement de dénomination sociale de l'entreprise
- changement de coordonnées bancaires
- changement d'adresse

Dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire, le contrat pourra être cédé au profit d'un nouveau titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification

substantielle du contrat que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux.

L'université Jean Monnet pourra qualifier un mandataire pour la reprise de l'exécution du marché. En cas de désistement au cours de l'exécution, d'un ou plusieurs membres du groupement, ce ou ces derniers pourront être substitués par un ou plusieurs opérateurs économiques, sans qu'il soit besoin de faire une mise en concurrence, quel que soit le montant de la modification, à condition que le ou les titulaires de substitution remplissent les critères de sélection initiaux.

2.10.3 Extension de périmètre

Les prestations prévues au présent marché pourront être étendues au bénéfice de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Saint Etienne (ENSASE) sise 1 rue Buisson à Saint-Etienne – établissement composante de l'Etablissement Public Université Jean Monnet et disposant d'une personnalité juridique distincte. Cette extension de périmètre donnera lieu à un avenant qui en précisera les modalités exactes.

2.10.4 Modifications en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est impactée par une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir, au moment de la conclusion du contrat, dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer à l'Université Jean Monnet :

- une modification des références initiales de produits par des références de substitution qui ne bouleverseront pas significativement les conditions et normes renseignées au présent marché ;
- une prestation de substitution qui permettra d'assurer la continuité de l'exécution contractuelle sans surcoût ;
- une modification des délais contractuels ;
- la suspension temporaire de la clause de sauvegarde ou de la clause butoir.

Cette demande sera accompagnée de justificatifs permettant d'en apprécier le bien-fondé.

Après accord écrit de l'Université Jean Monnet, la prise en compte de ces modifications sera notifiée dans les meilleurs délais au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Ces modifications pourront prendre la forme d'une décision unilatérale ou d'un avenant. La date d'entrée en vigueur ainsi que la durée d'application seront déterminées dans l'acte juridique. Les modifications s'appliqueront aux commandes qui seront effectuées à compter de cette date.

A la fin de la période d'application prévue, l'Université Jean Monnet et le titulaire examineront de bonne foi si la circonstance imprévisible modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché est toujours actuelle. Toute prolongation ou nouvelle modification devra faire l'objet d'un avenant ou d'une décision unilatérale. La reconduction ne pourra en aucun cas être tacite

2.11 Spécifications techniques

Les Presses Universitaires de Saint-Etienne sont désignées ci-après PUSE.

Les spécifications techniques minimales des prestations objets du présent marché sont les suivantes ; le titulaire assure dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre :

- la fourniture de l'ouvrage (livre)
- les éventuelles corrections sur fichier numérique en accord avec l'Université Jean Monnet
- le contrôle des densités d'encre
- l'envoi d'un bon à tirer
- l'impression numérique et offset, le façonnage et brochage
- le contrôle de la qualité de l'ensemble de la production demandée
- le conditionnement
- la livraison au point de livraison indiquée sur le bon de commande (multiples lieux de livraison)

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations objets du présent accord-cadre avec tout le soin en usage dans la profession et s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la

bonne exécution des travaux qui lui sont confiés. A ce titre, il devra être pourvu du matériel nécessaire pour assurer la conception, la fabrication et la livraison des ouvrages dans des conditions satisfaisantes.

Le titulaire notamment garantit d'une part la qualité de l'impression (absence de tâches, bavures, maculages, parties anormalement claires ou estompées), d'autre part la qualité du façonnage (régularité et précision du massicotage dans le respect des dimensions prévues).

Le non-respect de l'ensemble de ces dispositions peut entraîner de la part de l'Université Jean Monnet, et selon la nature et l'importance des défauts constatés, le refus de tout ou partie de la prestation. Le titulaire devra alors, dans les plus brefs délais et à ses frais, livrer une nouvelle prestation.

En cas d'impossibilité de fabrication, même partielle, le titulaire doit aviser l'Université Jean Monnet dans les meilleurs délais et prendre à sa charge en accord avec l'Université Jean Monnet les mesures adéquates.

Chaque fois que cela sera possible, le titulaire s'engage à privilégier des choix respectueux de l'environnement.

S'agissant des couvertures des ouvrages, l'épreuve de contrôle de base pourra être remplacée à la demande des PUSE par une épreuve papier type opoval ou cromalin dont les coûts auront dus être indiqués sur le devis.

Charte graphique de l'Université Jean Monnet : la charte graphique de l'établissement devra être impérativement respectée de même que son logotype. Les logos devront être d'une qualité irréprochable ; véhiculant l'image de l'établissement, le titulaire s'engage à ne pas y porter atteinte de quelque manière que ce soit. Le rendu colorimétrique devra être conforme à la charte graphique ; en cas de non-conformité, le travail devra être repris jusqu'à obtention de la colorimétrie adéquate.

Normes : le titulaire veille au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur. Il doit être en mesure de le justifier sur simple demande en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie de la prestation.

Service de conseil : les PUSE attendent du titulaire des conseils en amont de ses commandes d'impression. La prestation de conseil et de recommandations doit prendre en compte les prescriptions environnementales inscrites au présent cahier des charges. Ainsi, le titulaire s'engage à répondre à toute question concernant la prestation à fournir, mais aussi à se déplacer sur site à la demande du pouvoir adjudicateur pour toute question nécessitant une réunion de concertation ou un examen approfondi (exemple : production d'une nouvelle gamme de livres).

Papiers : le titulaire devra être en mesure d'imprimer les ouvrages des PUSE sur les papiers suivants :

- papier offset 90 g standard ou équivalent
- papier Splendorgel ivory 85 g ou équivalent
- papier Artic 150 g ou équivalent
- papier demi-mat 135 g ou équivalent
- papier recyclé Cyclus 130 g couché demi-mat ou équivalent
- papier offset Soporset 110 g ou équivalent
- couverture Balkis 280 g ou équivalent
- couverture carte 1 face 280 g ou équivalent
- couverture papier recyclé 280 g ou équivalent
- couverture Munken Pure Rough couleur crème 300 g ou équivalent

Le titulaire doit s'assurer de la qualité environnementale des papiers et des supports imprimables notamment sur la traçabilité de leur provenance.

A ce titre, le titulaire utilise par défaut, et sauf demande contraire expressément formulée par les PUSE, des papiers écoresponsables présentant, par ordre de priorité décroissant, les caractéristiques suivantes :

- papier recyclé
- papier éco-labellisé ecolabel européen, NF environnement, Ange bleu ou équivalent

- papier certifié issu de forêt gérées durablement labellisé FSC (Forest Stewardship Council), PEFC (Program for the Endorsement of Forest Certification schemes) ou équivalent.

Encres et toners : le titulaire doit utiliser des encres permettant de réduire l'émission de composés organiques volatiles, et des poudres de toners contenant le moins de substances toxiques possibles. Dans cette perspective, le titulaire privilégie les encres à base aqueuse ou des encres végétales. De manière plus globale, le titulaire recourt à des produits ne contenant pas des substances dangereuses, facilitant la gestion des déchets et le recyclage.

Façonnage et pelliculage : le titulaire devra être en mesure d'imprimer les ouvrages des PUSE avec les types de façonnage et pelliculage suivants :

- pelliculage mat et brillant
- dos carré collé (colle PUR)
- dos cousu
- rabats (couverture)

Formats des ouvrages : le titulaire devra être en mesure d'imprimer les ouvrages des PUSE de formats (exprimés en cm) suivants :

- 11 x 17.5
- 11,5 x 16.5
- 12.5 x 19
- 15 x 21
- 16 x 24
- 16,7 x 21
- 17 x 24
- 21 x 21
- 21 x 27.

Emballage et conditionnement : le titulaire veille à limiter les emballages des produits (pas de suremballages, réduction du poids et du volume des emballages). Le titulaire s'engage également à favoriser les emballages recyclés/recyclables/issus de ressources renouvelables. Les emballages en carton ou en papier kraft sont à privilégier par rapport au plastique. L'Université Jean Monnet souhaite un conditionnement par palettes et par cartons, les ouvrages ne seront pas individuellement sous blister. Les cartons ne devront pas peser plus de 10 kg afin qu'ils soient facilement transportables. Le titulaire devra cependant être en mesure de répondre à un conditionnement spécifique exceptionnelle : mise sous blister individuelle ou groupée.

3 MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

L'ensemble des livres/ouvrages publiés par l'Université Jean Monnet est géré par les Presses universitaires de Saint-Étienne (PUSE) :

- la conception de l'ouvrage est réalisée par les PUSE ; elle est remise prête à imprimer (PAI) sous format pdf
- les délais de publication des ouvrages sont fixés par le jour de mise en vente de l'ouvrage qui est annoncé au public.

Le titulaire a une obligation de résultat dans la réalisation de l'ensemble des prestations telles que décrites dans le marché.

3.1 Passation et exécution des commandes

Les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze jours, sous peine de forclusion, à compter de la date de réception du bon de commande. Il doit se conformer aux bons de commande que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part. En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Le bon de commande comporte :

- la désignation de la fourniture
- la quantité commandée
- le lieu et le cas échéant des indications sur la date de livraison
- la signature du directeur administratif des PUSE de l'Université Jean Monnet.

Délai d'exécution de chaque commande :

il partira de la date de notification du bon de commande correspondant. Le soumissionnaire fixe, dans sa réponse à l'appel d'offres, le délai de livraison sur lequel il s'engage pour la durée du marché. Le délai d'exécution est mentionné dans le bon de commande après concertation entre les PUSE et le titulaire ; il comprend le processus d'impression suivant : la fabrication, la finition, le façonnage, le conditionnement, la livraison. Il court à compter de la validation du BAT imprimeur par les PUSE.

Lorsque le titulaire n'est pas en mesure de respecter le délai mentionné, il doit alors signaler aux PUSE, dès qu'il en a connaissance, les causes échappant à sa responsabilité, qui l'empêchent de respecter le délai prévu. Le titulaire formule dans ce message une demande de prolongation du délai d'exécution en indiquant la prolongation souhaitée ; le délai supplémentaire convenu par les deux parties modifie alors le délai de réalisation initial.

Durée d'émission des bons de commande et durée d'exécution des bons de commande :

les bons de commande peuvent être émis au titre de l'accord-cadre jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Les livraisons effectuées au titre de l'accord-cadre ne pourront pas être postérieures de plus de 15 jours à la date d'échéance de l'accord-cadre.

En cas de commande possible en ligne, le titulaire a décrit dans son offre les conditions d'accès mais également de validation des commandes par la réception d'un bon de commande en bonne et due forme.

Les bons de commandes et devis sont établis sur la base des prix fixés dans l'accord-cadre conformément aux articles R2162-2 2° et R2162-13 à 14 du Code de la commande publique. Par ailleurs, l'acceptation du devis et des délais par l'acheteur qui émet un bon de commande précise le délai de livraison.

Le titulaire s'engage à répondre à toute demande de devis.

Méthodologie de travail relative à la demande de devis :

❶ Etape 1 : les PUSE échangent (échange téléphonique et/ou par courrier électronique) avec le titulaire pour préciser l'objet de la demande selon un brief qui indiquera a minima les dates et lieux de livraison, les formats attendus, les quantités ainsi que les délais de livraison. Le délai de remise de devis est indiqué par les PUSE dans la demande de devis (en cas d'omission de ce délai de remise de devis, le délai par défaut est de 7 jours ouvrés à compter de la demande formalisée par les PUSE, par tout moyen permettant d'en accuser une date certaine de réception).

❷ Etape 2 : le titulaire informe les PUSE de la bonne réception de la demande

❸ Etape 3 : le titulaire transmet un devis aux PUSE (après les échanges techniques nécessaires avec les PUSE)

Le devis doit faire mention :

- du numéro de l'accord-cadre (2025-028),
- de la date du devis,
- de la désignation et la quantité des prestations commandées (contenu détaillé),
- de la désignation et adresse du service destinataire des prestations,
- du délai d'exécution des prestations,
- du prix HT et TTC des prestations,
- du délai d'exécution du bon de commande

❹ Etape 4 : après échanges techniques avec le titulaire et ajustements si nécessaire, les PUSE acceptent le devis final et les délais de livraison mentionnés

⑤ Etape 5 : le titulaire produit et livre les prestations commandées dans le délai maximum prévu au devis.

Méthodologie de travail relative à la transmission de l'ouvrage par les PUSE au titulaire :

① Etape 1 : les PUSE transmettent l'ouvrage sur fichier numérique au titulaire

② Etape 2 : le titulaire informe les PUSE de sa bonne réception, il procède à sa vérification et échange sur ses remarques éventuelles

③ Etape 3 : le titulaire envoie un BAT "papier" pour acceptation des travaux à imprimer. Le délai de fourniture du BAT par défaut est de 72 heures. Il peut s'agir dans un premier temps d'un BAT numérique. Sur le contenu, le titulaire s'engage sur la livraison d'articles comportant une impression conforme à la commande. Le BAT au format papier est indispensable, le BAT au format numérique ne suffit pas.

④ Etape 4 : après validation par les PUSE, le titulaire imprime les ouvrages et les livre selon les indications fournies par les PUSE et figurant sur le bon de commande reçu.

3.2 Emballage

Pour ce qui est de l'emballage des colis, le choix doit être conforme à des critères écologiques contribuant à la protection de l'environnement et, leur qualité appropriée aux conditions et modalités de transport. Contrairement à l'article 20.2.2 du CCAG/FCS, les emballages ne restent pas la propriété du titulaire.

3.3 Livraison

Le point de départ du délai de livraison est la date de notification du bon de commande.

Les ouvrages pourront être livrés à l'Université Jean Monnet et au Centre de distribution DILISCO (situé Rue du Limousin, 23220 Cheniers). Le titulaire est également informé qu'il pourra être amené à livrer sur un autre point de livraison en France. L'adresse de livraison ainsi que la personne désignée comme responsable de la réception seront systématiquement indiquées sur le bon de commande.

Les quantités livrées devront être respectées à l'unité près sur chaque point de livraison. Aucune livraison partielle ne sera acceptée, sauf accord du service concerné.

Le titulaire doit faire connaître à l'Université Jean Monnet la date et l'heure de livraison 48 heures à l'avance, afin d'éviter toute contestation et disparition d'ouvrages.

Le marché comprenant la livraison des prestations, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux. Il ne pourra par la suite invoquer une méconnaissance des lieux pour modifier son prix ou prétendre à une rémunération complémentaire de la part de la Personne Publique.

Le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire. Les risques afférents au transport et à la livraison et manutention des fournitures relatives au présent marché sont à la charge du titulaire.

La livraison s'entend acheminement et déchargement de la marchandise dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire, une fois avisé des conditions d'accès pour les livraisons sur le site universitaire, s'engage à en informer son personnel et ses transporteurs éventuels. Le non respect de l'adresse de livraison entraîne un refus de réception des fournitures. Celles-ci sont conservées par le transporteur qui les renvoie au titulaire. Le titulaire prend en charge les coûts de transport y afférant.

Contrairement à l'article 18 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur n'informerait pas le titulaire de la disponibilité des locaux.

La livraison doit être accompagnée d'un bulletin où sont précisés :

- le nom du destinataire,
- le lieu de livraison,
- la date d'expédition,
- la référence à la commande, et le numéro de marché,

- l'identification du titulaire,
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis,
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas à la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque commande doit porter de façon apparente, son numéro d'ordre tel qu'il figure sur le bon de livraison. Il renferme l'inventaire de son contenu. Un double du bordereau de livraison au Centre de distribution DILISCO devra impérativement accompagner le bordereau de livraison aux PUSE.

L'article 20.2 du CCAG/FCS n'est pas applicable au présent marché. La livraison des fournitures est constatée par la signature du bon de livraison. Le signataire au titre de l'Université Jean Monnet est l'agent en charge des réceptions ou par extension son supérieur hiérarchique. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur ce document. Concernant la livraison au Centre de distribution, le représentant de DISLISCO signera le bon de livraison.

La signature ne vaut pas acceptation sans réserve.

4 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

Les 2 vérifications, quantitative d'une part, qualitative d'autre part, sont effectuées sur le lieu de la livraison par le représentant de l'Université Jean Monnet afin de constater qu'elles répondent aux stipulations du marché. Par dérogation aux articles 27 et 30 du CCAG FCS, il est convenu de ce qu'il suit :

- les opérations de *vérification quantitative* ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou la prestation effectuée et la quantité indiquée sur le bon de commande ou le marché.

- les opérations de *vérification qualitative* ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures ou des services exécutés avec les spécifications du marché. Elles couvrent entre autres, la conformité du matériel livré à la description effectuée dans le descriptif.

Le représentant du pouvoir adjudicateur du marché effectue, au moment de la livraison de la fourniture, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

La vérification pourra être effectuée au point de livraison, en présence, si la demande en est faite par le titulaire, d'un de ses représentants.

Les fournitures livrées jugées défectueuses par les parties ou comportant une erreur avérée, seront rejetées et remplacées sans frais dans les délais adaptés. De plus, l'Université est en droit de rejeter la prestation mal exécutée, ou d'accepter la livraison moyennant une réfaction correspondant à la malfaçon constatée (minimum de réfaction : 25 % de la prestation exécutée).

L'acceptation de la livraison ne vaut pas vérification de la conformité de la prestation livrée.

Les délais sus-indiqués ne tiennent pas compte des fermetures administratives universitaires.

5 TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété. Si la remise des prestations au pouvoir adjudicateur est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

Le titulaire reste seul responsable, sauf faute du pouvoir adjudicateur, des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues.

6 GARANTIE

6.1 Garantie

La période de garantie débute à compter de la date d'admission. Les obligations imposées par la garantie s'appliqueront conformément à l'article 33 du CCAG-FCS. Tous les frais d'expédition et d'échange sont à la charge du titulaire.

6.2 Garantie contre les vices cachés

Cette garantie sera mise en œuvre conformément aux articles 1641 et suivants du Code civil.

6.3 Garantie par rapport aux tiers

Le titulaire garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives aux prestations en ce qui concerne la propriété industrielle de celles-ci, les procédés, les méthodes et les moyens de fabrication.

Si la personne publique est victime d'un trouble dans la jouissance des fournitures livrées, le titulaire doit prendre immédiatement des mesures propres à le faire cesser.

7 RGPD

7.1 Conformité au Règlement Général sur la Protection des Données

En application de l'article 5.2.3 du CCAG FCS, l'Université Jean Monnet précise les mesures à suivre pour la protection des données à caractère personnel.

Le titulaire est un sous-traitant au sens du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 (dit "règlement général sur la protection des données" - RGPD) lorsqu'il traite dans le cadre du marché, des données à caractère personnel pour le compte de la personne publique. Le règlement précise que la protection des données personnelles nécessite de prendre des "mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque" (article 32). Il renforce les droits des résidents européens sur leurs données et responsabilise l'ensemble des acteurs traitant ces données (responsables de traitement et sous-traitants) qu'ils soient ou non établis au sein de l'union européenne.

Le règlement impose des obligations spécifiques aux sous-traitants dont la responsabilité est susceptible d'être engagée en cas de manquement.

7.2 Délégué à la Protection des Données (DPD) / Data Privacy Officer (DPO)

Le prestataire communiquera dans sa réponse le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données (DPD), s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

7.3 Mesures de sécurité

Le prestataire détaillera les mesures de sécurité qu'il entend mettre en œuvre conformément à l'article 32.

Le prestataire devra décrire les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris entre autre :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser, et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

7.4 Description des traitements de données à caractère personnel pilotés par le prestataire en son nom ou en sous-traitance

Le prestataire devra décrire tout traitement de données à caractère personnel effectué dans le cadre du maintien de service de la solution proposée en détaillant les points suivants :

- nature des opérations réalisées sur les données ;
- la ou les finalités du traitement ;
- les catégories des données à caractère personnel traitées ;
- les catégories de personnes concernées.

7.5 Registre des catégories d'activité de traitement

Le prestataire déclarera s'il tient par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement et il devra fournir la liste des éléments saisis dans celui-ci.

7.6 Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le prestataire sous-traitant devra décrire la procédure engagée sur la destruction ou le renvoi des données à caractère personnel.

7.7 Documentation

Le prestataire sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ces obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable de traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

8 ASSURANCES

Le titulaire doit contracter des assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite de prestations ou les modalités de leur exécution. Cette assurance doit être suffisante au regard de l'objet du marché.

Dans un délai de 15 jours après la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, ainsi qu'après demande de l'Université Jean Monnet, le titulaire devra justifier qu'il est en possession d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Les franchises souscrites par les sociétés restent à leur charge exclusive.

9 PENALITES

Les prestations qui font l'objet du présent marché seront effectuées dans le délai auquel le titulaire s'est engagé lors de la réponse à l'appel d'offres. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire ne bénéficiera pas de l'exonération d'application de pénalités inférieures à 1000 €, l'université Jean Monnet fixe le seuil d'exonération à 500 €.

9.1 Pénalité pour dépassement du délai contractuel d'exécution

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution est dépassé, sans mise en demeure préalable.

Lorsque les délais contractuels (délai de production du BAT, délai de livraison) sont dépassés, le titulaire encourt une pénalité égale à 5 % du montant TTC de la commande par jour de retard.

9.2 Pénalité pour exécution par défaut

Le pouvoir adjudicateur est autorisé à se fournir là où il le juge convenable, du seul fait du retard, du refus de livraison, ou de la livraison défectueuse non remplacée. Au cas où il en résulte une différence de prix au détriment de l'administration, cette différence est mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué à son profit.

9.3 Pénalité pour non production de devis, non réponse à une demande, réponse inappropriée

En cas de non production de devis, de non réponse à une demande, ou en cas de remise de proposition inappropriée, une pénalité de 20 € sera appliquée par jour au-delà d'une absence de réponse de 72 heures, et ce dans la limite de 2 000 €.

En cas de retard dans la production et la transmission de statistiques (à produire dans les 8 jours francs à compter de la demande), ou de documents spécifiques réclamés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 10 € par jour de retard, dans la limite de 1 000 €.

9.4 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

9.5 Pénalité pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialités

En cas de violation des dispositions de l'article 7 du présent CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

10 RELATIONS AVEC L'UNIVERSITE

Le titulaire s'engage auprès de l'Université Jean Monnet à mettre en place une procédure de suivi de la prestation (nom et coordonnées de la personne chargée du suivi du marché).

Si les responsables et autres intervenants nommément désignés par le titulaire ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire devra en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer les nom et titre au pouvoir adjudicateur dans un délai de 3 semaines.

11 OBLIGATION DE DISCRÉTION - SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire est tenu de maintenir confidentielle toute communication de renseignements, documents ou objets quelconques, reçue à titre confidentiel, à l'occasion de l'exécution du marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes étrangères à l'exécution du marché. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service.

De ce fait, le titulaire s'engage à informer son personnel qu'il est astreint à observer toutes les obligations relatives au secret professionnel concernant les informations et les documents dont ils ont eu connaissance lors de l'exécution du présent marché.

12 PRIX ET REVISION DES PRIX

12.1 Prix

Le marché est traité à prix unitaires. Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le Mémoire Financier (équivalent au Bordereau de prix unitaires).

Contenu des prix :

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de la livraison.

Contrairement à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS, les prix à payer sont ceux applicables à la date de commande.

12.2 Variation des prix

Les prix sont fermes pendant la première année, puis révisibles conformément aux dispositions qui suivent.

Les prix unitaires figurant au Mémoire Financier sont réputés établis aux conditions économiques du mois « M₀ ». Ils seront ajustés à la demande du titulaire par période annuelle par référence aux indices édités par l'INSEE, selon la formule :

$$P_n = P_0 (0,10 + 0,30 \text{ ICHT-IME}_n / \text{ICHT-IME}_0 + 0,30 \text{ Fsd1}_n / \text{Fsd1}_0 + 0,30 \text{ indice 010534609})$$

Dans laquelle :

- M₀ : décembre 2025

- M_n : mois M₀ + 12mois par année

- P₀ : prix HT initial

- P_n : prix HT révisé de l'année n

- ICHT-IME : indice du coût horaire du travail tous salariés dans les "Industries mécaniques et électriques", publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).

- Fsd1 : indice composé de 79% EBI (correspondant à l'indice de prix à la production dans l'industrie "Ensemble énergie biens intermédiaires" de l'INSEE) + 21% TCH (correspondant à l'indice de prix à la consommation "Transports, communication et hôtellerie" de l'INSEE)

- indice 010764145 : indice de prix de production de l'industrie française pour la marché français de l'INSEE "Peintures, vernis et autres revêtements encres d'imprimerie et mastics"

Les prix sont révisibles annuellement, à date anniversaire du marché. Les prix ainsi déterminés restent fixes pour une durée de 1 an entre chaque révision.

La demande de révision des prix est à la charge du titulaire.

La révision de prix pourra être effective un mois après sa demande (délais de vérification et d'instruction nécessaire par le service achat et marchés publics). Ainsi, il est conseillé au titulaire d'anticiper sa demande et de l'adresser au service un mois avant la date anniversaire. En cas de demande ultérieure, la date d'effet en sera décalée. Toutefois, la révision ne sera pas rétroactive et l'indice de référence sera celui de la date anniversaire du marché.

12.3 Clause de sauvegarde

Si l'application des dispositions qui précèdent, conduit à une variation des prix unitaires supérieure à 3 % sur une période de 12 mois, l'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat.

Toutefois, pour tenir compte des délais d'organisation d'une nouvelle consultation, le marché sera prorogé d'un semestre avec l'application d'une hausse limitée à 3% sur les prix unitaires pour les seuls besoins correspondants à la période considérée.

13 AVANCE FORFAITAIRE

Le taux de l'avance est de 5%, ou le cas échéant de 10 % pour les petites et moyennes entreprises.

Conformément aux articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique, lorsque le montant initial du marché, de la tranche affermie le cas échéant, ou de la période de reconduction est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance forfaitaire de 5 % du montant T.T.C. des prestations à exécuter dans les douze premiers mois est accordée au titulaire, sauf refus formel de ce dernier, hors catégories des micros, petites et moyennes entreprises.

Dans le cas où le délai d'exécution du marché, de la tranche affermie le cas échéant ou la période de reconduction serait supérieur ou égal à douze mois, l'avance forfaitaire sera de 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial TTC divisé par sa durée exprimée en mois.

L'avance est calculée sur le montant du marché diminué des montants dus aux sous-traitants. Les sous-traitants admis au paiement direct peuvent prétendre au versement d'une avance dès lors que le montant initial et total (montant dû au titulaire et montant sous-traitance compris) du marché, de la tranche affermie le cas échéant, ou de la période de reconduction est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une micro, ou une petite et moyenne entreprise au sens de l'article R2151-13 du Code de la commande publique, le pourcentage de l'avance forfaitaire est porté à 10% du montant T.T.C des prestations à exécuter dans les douze premiers mois, dès lors que le montant initial du marché, de la tranche affermie le cas échéant, ou de la période de reconduction est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le cas échéant, l'avance forfaitaire sera de 10% d'une somme égale à douze fois le montant initial TTC divisé par sa durée exprimée en mois dès lors que le délai d'exécution du marché est supérieur ou égal à douze mois.

L'accord-cadre ne prévoit pas de minimum, dans ce cas l'avance est accordée pour chaque bon de commande remplissant la condition du montant supérieur ou égal à 50 000 € HT et dont l'exécution est supérieure à 2 mois.

Le remboursement de l'avance forfaitaire sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, lorsque le montant des prestations effectuées au titre du présent marché atteint ou dépasse 65 % du montant du marché.

Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

14 RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

15 PAIEMENT - ÉTABLISSEMENT DES FACTURES

15.1 Présentation des factures

Les factures seront libellées à l'attention du Service indiqué sur le bon de commande.

Chaque facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom et adresse du créancier
- numéro SIRET
- n° de facture
- date de facturation
- date à laquelle est effectuée ou achevée la livraison des biens ou la prestation de service (si différente de la date de facturation)
- numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- numéro du marché
- numéro du bon de commande
- fourniture livrée exactement définie (quantité, dénomination précise, prix unitaire HT)
- montant hors T.V.A. de la fourniture livrée
- taux et montant de la T.V.A. (*)
- montant total T.V.A. incluse (*)

() Pour les fournisseurs étrangers membres de l'Union Européenne, les factures seront libellées HT avec mention du numéro de TVA intracommunautaire.*

Concernant la facturation électronique, l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique instaure une obligation de dématérialisation des factures reçues et émises par l'ensemble de la sphère publique. En vertu de l'articles L2192-1 du Code de la Commande publique, le titulaire ainsi que les sous-traitants transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

L'UJM utilise le Portail **CHORUS PRO** (<https://chorus-pro.gouv.fr/>). Il permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mis gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Il ne peut être facturé que les prestations effectuées.

L'absence d'une mention obligatoire, prévue par l'article D2192-2 du Code de la commande publique, et plus particulièrement la référence du marché et le numéro de bon de commande (correspondant au numéro d'engagement sur Chorus) entraîne le rejet de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme aux prescriptions ci-dessus énoncées.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées. Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie au titulaire.

15.2 Paiement

Le paiement se fera après exécution de la prestation.

Le mode de règlement est le virement administratif.

En cas de groupement solidaire, le paiement sera effectué sur un compte unique géré par le mandataire du groupement ou, au compte de chaque cotraitant à condition que la répartition des sommes ait été adressée au pouvoir adjudicateur en annexe à l'acte d'engagement.

15.3 Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter soit de la date de réception la facture, soit de la date d'exécution des prestations, soit de la date du constat de la conformité de la prestation selon les modalités des articles R2192-10 à R2192-37 du Code de la commande publique.

Le cas échéant, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€ seront versés aux titulaires dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Les articles R2192-10 à R2192-37 du Code de la commande publique ayant pour objectif d'améliorer la qualité des rapports avec les titulaires de marchés publics par la maîtrise des délais de règlement, l'université Jean Monnet décrit ci-après ces modalités d'ordonnancement et de contrôle comptable.

L'ordonnancement est effectué par le service acheteur.

L'ordonnateur veille à la qualité des dossiers d'ordonnancement, notamment à la présence de toutes les pièces justificatives nécessaires au comptable. Il s'engage, sauf suspension du délai de paiement notifié au titulaire, à transmettre les dossiers dans les 20 jours.

Le comptable public désigné art. 2.7.1, s'engage à effectuer ses contrôles et procéder au paiement dans le délai restant afin de respecter le délai global de paiement.

15.4 Cession ou nantissement de créance

Conformément aux articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remettra au titulaire, à sa demande, un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie. Ce certificat sera remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement au comptable assignataire des paiements désigné à l'article 2.7.1 du présent CCAP.

Ce document original sera demandé par le pouvoir adjudicateur pour toute modification liée à une déclaration de sous-traitance aux fins de mise à jour.

16 UNITE MONETAIRE

Le présent marché est conclu en euros.

17 RESILIATION

Les dispositions du cahier des clauses administratives générales relatives aux modalités de résiliation sont applicables à l'exclusion de l'article 40.2 du CCAG/FCS (ordre de service tardif).

Dans tous les cas, la résiliation aux torts du titulaire peut être prononcée lorsque ce dernier a contrevenu aux dispositions contractuelles du présent marché.

Au cas où une action judiciaire serait engagée, sera seul compétent le Tribunal dans le ressort duquel est située l'Université Jean Monnet.

Dans les hypothèses énumérées à l'article 40 du CCAG/FCS, le titulaire devra notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur tous documents portant modification ainsi que la justification de son enregistrement légal. A défaut, la personne publique se réserve le droit de résilier le marché en application du CCAG/FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D8222-5 ou D8254-2 à D8254-5 du code du travail et conformément aux articles L2141-7 à L2141-11 du même Code, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

18 DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS DE MARCHE

Dans un objectif de lutte contre le travail dissimulé et de respect du code de la commande publique, le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Université Jean Monnet, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

A défaut de répondre à cette obligation, le titulaire s'expose à une résiliation à ses torts du marché en cours. Dans tous les cas, le titulaire devra s'assurer de faire parvenir dans les mêmes conditions

de régularités :

- ❖ *Pour le titulaire français*
 - L'attestation d'assurance pour la période concernée
 - Une attestation de fourniture des déclarations fiscales et d'acquittement des impôts, taxes, contributions au 31 décembre de l'année précédant la mise en concurrence fournie par l'organisme compétent, datée du jour le plus proche de la date de la demande émanant de l'Université Jean Monnet et au maximum du dernier jour du mois précédant la demande.
 - Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D8222-5 ou D8254-2 à D8254-5 du code du travail (à fournir tous les six mois):
 - une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale
 - la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2. Cette liste (à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat), établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail
- ❖ *Pour le titulaire étranger*
 - L'attestation d'assurance pour la période concernée
 - Une attestation de fourniture des déclarations fiscales et d'acquittement des impôts, taxes, contributions au 31 décembre de l'année précédant la mise en concurrence fournie par l'organisme compétent
 - Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D8222-5 ou D8254-2 à D8254-5 du code du travail (à fournir tous les six mois):
 - un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le

prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, elle doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales

- en cas de détachement de salariés étrangers sur le territoire national pour l'exécution de ce contrat, dans les conditions définies à l'article L. 1262-1, une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, comprenant les indications prévues à l'article D. 8254-2. Cette liste (à produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat), établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

19 **DEROGATIONS**

Article du CCAP dérogeant	A l'article du CCAG - FCS
2.7.2	4.1 (pièces contractuelles)
2.6	13.1 (durée - délai d'exécution)
3.3	20 (aménagement des locaux)
3.2	20.2.2 (propriété emballage)
3.2	20.2 (emballage)
3.3	20 (livraison)
3.3	20.2 (bon de livraison)
4	27 & 30 (vérifications)
9	14.1.2 (pénalités pour retard)
9	14.1.3 (pénalités pour retard)
12	10.2.2 (Prix)
17	40.2 (résiliation)